

Politiques publiques et démocratie sous la dir. d'Olivier Giraud
et Philippe Warin, Paris, Éditions La Découverte, 2008, 428 p.

Ian Roberge

Volume 28, numéro 3, 2009

La politique de la reconnaissance et la théorie critique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/039021ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/039021ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roberge, I. (2009). Compte rendu de [*Politiques publiques et démocratie* sous la dir. d'Olivier Giraud et Philippe Warin, Paris, Éditions La Découverte, 2008, 428 p.] *Politique et Sociétés*, 28(3), 243–244. <https://doi.org/10.7202/039021ar>

Politiques publiques et démocratie

sous la dir. d'Olivier Giraud et Philippe Warin, Paris, Éditions La Découverte, 2008, 428 p.

La politique publique est une sous-discipline maintenant bien établie et reconnue de la science politique, qui possède ses questions de recherche particuliers, ses cadres théoriques particuliers et une méthodologie de recherche assez bien développée. *Politiques publiques et démocratie*, un ouvrage sous la direction d'Olivier Giraud et de Philippe Warin, examine l'œuvre de Bruno Jobert, célèbre politologue français. L'objectif du livre n'est pas simplement d'honorer l'homme et son parcours, ou de ressasser des idées déjà acceptées. Il s'agit ici plutôt d'utiliser les acquis provenant des travaux de Jobert, de les appliquer, et de poursuivre la construction d'une politique publique à la fois française et internationale. L'apport de plusieurs chercheurs bien connus, dont Jean Leca et Pierre Mueller, qui collaborent au premier chapitre, et qui ont déjà coopéré tous deux avec B. Jobert, ajoute du poids à ce collectif bien pensé et intelligent.

Le livre est divisé en deux grandes sections. Les dix premiers chapitres traitent particulièrement de politiques publiques, utilisant la notion de référentiel comme point de départ et d'ancrage. Ce concept provenant des travaux de B. Jobert est employé de la même manière dans tous les chapitres, il y a donc une uniformité dans son utilisation. Le référentiel devient ainsi la base théorique qui explique l'évolution de nombreux domaines de politiques publiques en France et ailleurs, notamment en éducation et formation continue (chapitre 4), dans les sciences et les technologies (chapitre 5), dans les politiques locales (chapitre 6), dans le domaine de l'exonération de cotisations sociales (chapitre 8), et dans l'investissement social au Canada (chapitre 7), chapitre rédigé par Pascale Dufour, Alexandra Dobrowolsky, Jane Jenson, Denis Saint-Martin et Deena White. Ces derniers rappellent les transformations de l'État social canadien et l'émergence de l'investissement social comme nouveau référentiel se superposant à celui du néolibéralisme. Il se dégage de l'ensemble des analyses une vision à la fois critique et nuancée de la mouvance néolibérale, référentiel clé des trois dernières décennies. L'ouvrage, bien que cela ne soit pas son objectif premier, défait l'idée d'un référentiel néolibéral qui engloberait tout. Il en retrace les grandes transformations, tout en étudiant comment ces mutations se sont traduites concrètement dans les différents champs de politiques publiques. Le volume démontre clairement qu'il est possible de tisser des liens directs entre « idées » et « prises de décision », réfutant ainsi une vieille critique par rapport au rôle des idées dans l'étude de la politique publique.

La deuxième partie, les chapitres 11 à 17, se penche sur le concept de la démocratie dans l'étude de la politique publique. Plusieurs analyses sont d'intérêt ici également, dont celle de Yannis Papadopoulos (chapitre 12) qui étudie la relation qui existe entre la gouvernance, les réseaux de politiques publiques, les partis politiques et la démocratie représentative. De son côté, Vivien A. Schmidt (chapitre 15) parle de la politique sans politisation de l'Union européenne et de la politisation sans politique qui en est le contrepoids au niveau national. En conclusion, elle revient sur la théorie de l'institutionnalisme discursif, reprise aussi par Bruno Jobert en postface, cette doctrine qui force le chercheur à tenir compte à la fois des idées et des processus interactifs du discours par lesquels les acteurs dessinent et redessinent les institutions et les règles. Bruno Thériault (chapitre 17), qui offre une perspective provenant de la théorie politique, discute des différents concepts de souveraineté et des façons dont ils se traduisent dans la politique monétaire des États. Bruno Jobert termine le livre en émettant l'hypothèse que le type de référentiel qui a préséance a un impact sur les acteurs, surtout sur le type de société civile présent dans l'arène politique. Par son intérêt particulier pour les acteurs, Jobert palie l'une des faiblesses principales de l'œuvre, c'est-à-dire le peu d'attention accordée dans bon nombre des textes aux liens existants entre le référentiel, les acteurs et leurs motivations.

Par ailleurs, malgré un effort d'internationalisation, à la fois par le choix des auteurs et des sujets, ce livre demeure plutôt typiquement français. La vaste majorité des chapitres traitent particulièrement de politiques publiques en France. Le premier chapitre, rédigé par J. Leca et P. Mueller, pose directement la question « y a-t-il une approche française des politiques publiques ? » Les auteurs notent deux tendances, les chercheurs qui voient la France comme un cas d'exception difficilement comparable, et ceux qui sont plus ouverts à une vision internationale. On retrouve des indices de cette tension dans les chapitres subséquents. À cause de cette particularité, rares seront probablement les lecteurs canadiens qui auront le goût de lire l'ouvrage en entier. De plus, le style d'écriture parfois réfractaire de certains auteurs, comme Jean-Claude Barbier (chapitre 9), rend la lecture de certains chapitres plus difficile.

Malgré les commentaires qui précèdent, il faut souligner la qualité des contributions. Les travaux présentés sont généralement de haut calibre. Cette régularité est remarquable si l'on considère que c'est l'œuvre d'un collectif. Le livre fait une contribution importante dans le domaine de la politique publique. Les chercheurs utilisent ici les mêmes outils et un langage unifié. Ils démontrent qu'il n'est pas nécessaire de toujours réinventer la roue pour ajouter au corpus de connaissances. Cet ouvrage est, donc, recommandé aux professeurs, aux chercheurs et aux étudiants aux études supérieures en politique publique.

Ian Roberge

Département de science politique, Collège Glendon – Université York